



Rétrospective 2011 des relations économiques et commerciales entre l'Afrique et ses partenaires émergents

Par William Assanvo



Résumé

Au cours de l'année 2011, les relations économiques et commerciales entre l'Afrique et ses partenaires émergents se sont encore consolidées, accrues et renforcées; continuant à offrir au continent, à côté de ses partenaires traditionnels, desquels il ne s'agit pas de se détourner, de nouvelles opportunités susceptibles de l'accompagner dans ses efforts de croissance, de développement durable, de lutte contre la pauvreté et d'une meilleure insertion dans l'économie mondiale. Cette réalité a marqué une continuité dans la tendance observée depuis près d'une décennie en ce qui concerne l'intensification de la coopération Sud-Sud et notamment l'établissement de partenariats stratégiques entre l'Afrique et les économies émergentes; il s'agit là d'une des tendances majeures et lourdes du nouveau rapport de l'Afrique au monde. Ce fut notamment le cas avec la Chine, l'Inde, le Brésil, la Corée, la Turquie et la Fédération de Russie. L'importance des étapes franchies, des orientations données ou confirmées et des actions concrètes réalisées ont été variables d'un partenaire à l'autre. Cela étant dit, l'année 2011 a été riche en faits. Le renforcement des relations entre l'Afrique et ses partenaires émergents soulève également un certain nombre de questions et de défis qu'il est important d'avoir à l'esprit si des partenariats réellement fructueux et bénéfiques, y compris pour l'Afrique, doivent être mis sur pied ou consolider.



Depuis près d'une décennie l'intensification de la coopération Sud-Sud et notamment des relations entre le continent africain et les économies émergentes est devenue une des tendances majeures du nouveau rapport de l'Afrique au monde¹. L'insuffisance de données et d'informations a été présentée comme un fait majeur empêchant une analyse de l'impact de cette réalité importante². C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de l'*Observatoire* et de son activité de veille nous nous attachons à suivre de manière aussi systématique que possible ces différentes dynamiques.

C'est sur la base de cette activité que nous procédons à une rétrospective de ce qu'ont été en 2011 les relations entre l'Afrique et ses principaux partenaires émergents. Nous proposons non pas de procéder à une revue exhaustive des relations entre l'Afrique et chacun de ces partenaires³ et encore moins de revenir, dans le détail tout au moins, sur leur nature et leur évolution, mais de procéder, sur la base de certaines des informations collectées tout au long de l'année 2011, à une esquisse de

ce qui les a caractérisé en terme de faits majeurs au cours de cette année.

Ainsi, au cours de l'année 2011, les relations économiques et commerciales entre l'Afrique et ses partenaires émergents se sont encore consolidées, accrues et renforcées; continuant à offrir au continent, à côté de ses partenaires traditionnels, desquels il ne s'agit pas de se détourner⁴, des nouvelles opportunités susceptibles de l'accompagner dans ses efforts de croissance, de développement durable, de lutte contre la pauvreté et d'une meilleure insertion dans l'économie mondiale.

Même s'il est encore trop tôt et qu'il faille rester prudent sur les effets de ces partenariats et particulièrement sur leur contribution effective au développement durable en Afrique, il est clair, entre autres choses, qu'ils contribuent au transfert de technologie vers cette dernière et lui permet également de bénéficier de l'accès à de nouveaux financements⁵. Les relations avec ces partenaires offrent également de manière générale au continent de nouvelles opportunités commerciales.

Cette rétrospective porte ainsi sur les relations avec les principaux partenaires émergents ou nouveaux de l'Afrique, à savoir, par ordre

¹ Le rapport conjoint Banque africaine de développement (BAD), OCDE, PNUD et Commission Economique pour l'Afrique (CEA) sur les *Perspectives économiques en Afrique* publiée en 2011(p. 97) évaluait ainsi à 673,4 milliards de dollars US par an les échanges commerciaux entre l'Afrique et ses nouveaux partenaires

² Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, "La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents: options pour le développement de l'Afrique", Nations Unies, New York, 2010, p. 39. De plus, entre les promesses et annonces d'accords, de dons et de prêts et leur mise en œuvre effective il peut souvent s'écouler un certain temps; aussi il n'est pas toujours facile d'obtenir des informations permettant de juger du respect des engagements pris. Il faudrait ainsi avoir à l'esprit cette réalité.

³ Pour cela, voir par exemple, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, "La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents: options pour le développement de l'Afrique", Nations Unies, New York, 2010.

⁴ Les échanges entre l'Afrique et ses partenaires traditionnels (au rang desquels notamment l'UE et les Etats-Unis) demeurent encore essentielles pour le continent, d'autant plus qu'également à la hausse, représentant près de 62% du total de ses échanges avec le monde. Cf. Banque africaine de développement (BAD), OCDE, PNUD et Commission Economique pour l'Afrique (CEA). *Perspectives économiques en Afrique 2011*, p. 105.

⁵ Pour "*quelques tendances majeures*" en matière "*d'impact développemental*", voir également Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, "La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents: options pour le développement de l'Afrique", Nations Unies, New York, 2010, p. 22-24.



d'importance, la **Chine**⁶, l'**Inde**, le **Brésil**, la **Corée**, la **Turquie** et la **Russie**⁷.

AFRIQUE-INDE

Les relations entre l'Afrique et l'Inde⁸ sont placées, comme avec les autres pays émergents, sous le signe de la volonté d'intensification des liens économiques et commerciaux et d'approfondissement de la coopération dans des domaines de plus en plus nombreux. L'Inde arrive en deuxième place des partenaires émergents du continent, derrière la Chine; représentant près de 14% du volume total des échanges de l'Afrique avec les émergents⁹.

Comme avec la Chine, les échanges commerciaux entre l'Inde et l'Afrique se sont intensifiés de manière significative depuis une décennie. Ainsi, le commerce annuel entre l'Inde et l'Afrique a été multiplié par quinze, passant de 3 milliards de dollars US en 2000 à 46 milliards en 2010. Selon le Ministre indien du Commerce, Anand Sharma, l'Inde vise un volume d'échanges de 70 milliards de dollars US avant 2014¹⁰. Dans le premier quart de 2011, le volume des échanges commerciaux avec l'Afrique s'est élevé à 50 milliards de dollars US¹¹.

Dans le contexte des ambitions indiennes, l'*Exim Bank of India* joue un rôle non négligeable, en mettant notamment à la disposition des pays africains des lignes de crédits pour le financement de divers projets¹². A cet effet, une ligne de crédit (sur sept ans) de 10 millions d'euros a été ouverte le 30 septembre 2011 au bénéfice de la Banque africaine de développement (BAD), financement qui devrait être déboursé le 31 mars 2012. Un crédit (sur cinq) de 15 millions de dollars a été débloqué le 15 mai 2011 pour le compte de la Banque pour le Commerce et le Développement en Afrique de l'Est et Australe; une autre ligne du même montant devrait être ouverte le 9 décembre 2012 pour un déboursement le 9 juin de la même année. C'est également une ligne de crédit de 30 millions de dollars US qui a été ouverte le 21 septembre 2011 pour le compte de l'*African Export Import*

⁶ Compte tenu de l'intensité qui a une fois de plus caractérisée les relations sino-africaines en 2011, nous reviendrons plus tard sur ce volet particulier de notre rétrospective portant sur les relations entre l'Afrique et ses partenaires émergents.

⁷ En se basant sur le volume des échanges commerciaux enregistré, les relations entre l'Afrique et la Thaïlande mériteraient certainement qu'on s'y intéresse plus que celles avec la Russie, toutefois, le fait que celles-ci semblent se développer de facto en dehors de tout cadre politique ou diplomatique et de manière presque anonyme ne permet pas pour le moment de les évoquer et de les présenter de la meilleure manière possible. Tout au moins devrions-nous préciser que la Thaïlande se place au sixième rang des principaux partenaires commerciaux émergents de l'Afrique. Le caractère encore anonyme de cette relation réside sans doute dans le profil bas qui caractérise ce pays sur la scène internationale.

⁸ Pour un aperçu plus détaillé de l'historique et de la nature des relations entre l'Inde et l'Afrique, notamment des investissements privés indiens, et pour un aperçu des tendances du commerce Inde-Afrique voir Anirudh Menon. "India's proliferating relations with Africa", 9 December 2011. <http://www.opendemocracy.net/anirudh-menon/india%E2%80%99s-proliferating-relations-with-africa> et "India's Economic Engagement with Africa", The African Development Bank *Africa Economic Brief*, Volume 2, Issue 6, 11 May 2011, prepared by Habiba Ben Barka, Senior Planning Economist (SAEC), under the supervision of Kupukile Mlambo, Advisor & Lead Economist (ECON).

⁹ Banque africaine de développement (BAD), OCDE, PNUD et Commission Economique pour l'Afrique (CEA). *Perspectives économiques en Afrique 2011*, p. 108.

¹⁰ "India wants trade deals with Africa", *Reuters*, 10 August 2011. <http://www.africaninvestor.com/article.asp?id=9213>.

¹¹ Anirudh Menon. "India's proliferating relations with Africa", 9 December 2011. <http://www.opendemocracy.net/anirudh-menon/india%E2%80%99s-proliferating-relations-with-africa>.

¹² Cf. Exim Bank's Operative Lines of Credit, Updated as on December 27, 2011. <http://www.eximbankindia.com/locstat271211.doc>.



Bank (Afrexim Bank), montant qui devrait être déboursé le 21 mars 2012. Ce sont encore des lignes de crédits pour un total de 3,7 milliards de dollars pour financer de projets aussi divers que l'électrification rurale et la construction d'une usine d'assemblage de tracteurs et de machines agricoles au Mali, le renouvellement du système de transport urbain à Abidjan (Côte d'Ivoire), l'électrification rurale et la construction de bureaux présidentiels au Ghana, la construction d'une cimenterie en RDC, etc., qui sont mentionnées

L'intérêt de l'Inde pour l'Afrique repose bien entendu sur sa volonté de bénéficier des ressources naturelles¹³ (y compris en s'impliquant directement dans leur exploration, notamment à travers la société étatique, la *Oil and Natural Gas Corporation –ONGC-* pour le pétrole) dont le continent regorge et dont elle a besoin pour nourrir la dynamique machine de son économie. L'Inde souhaiterait également tirer profit du potentiel de l'Afrique en matière d'opportunités commerciales et d'investissements. En échange, l'Inde entend contribuer à la réduction du déficit en infrastructures¹⁴ dont souffre le continent et qui limite significativement la réalisation de toutes ses potentialités en termes de croissance et de développement, notamment le développement du commerce intra-africain et l'intégration régionale poussée qu'il permettra.

Le dialogue stratégique entre l'Inde et l'Afrique, qui a été marqué en avril 2008 par la tenue à New Delhi (Inde) du premier Sommet du Forum Afrique-Inde¹⁵, s'est poursuivi en 2011 avec la deuxième édition de ce Forum¹⁶, qui a rassemblé du **24 au 25 mai 2011** à Addis Abeba (Ethiopie) le Premier ministre indien et des Chefs d'Etat et de gouvernement africains afin notamment de consolider l'"*amitié*" et de renforcer leur "*coopération*". Organisé sous le thème: "*Pour un partenariat renforcé: une vision partagée*", le Sommet a ainsi décidé de "*renforcer le partenariat par de nouvelles initiatives*". Il faudra ainsi, selon la Déclaration du Sommet s'attendre pour les mois à venir à "*d'importants flux financiers de l'Inde à l'Afrique sous forme de subventions, d'investissements étrangers directs (IED) et de prêts à des conditions favorables [devant contribuer] au renforcement des capacités dans les secteurs socioéconomiques, notamment dans la formation des ressources humaines, le développement du secteur privé, l'accroissement de l'appui au développement des infrastructures, l'agriculture et aux PME*"¹⁷.

En guise d'illustration de certains de ces flux financiers indiens, en 2011 il a été annoncé que l'Archipel des Comores devait bénéficier d'un prêt de 41,6 millions de dollars US, afin de doter l'île de la Grande-Comores de centrales électriques, de réhabiliter le réseau électrique et de former le personnel technique¹⁸. Dans le

¹³ Le pétrole occupant une large proportion d'entre elles, suivi de l'or, du cuivre, du fer et d'autres minerais. Pour revenir sur le pétrole, le ministre indien des Finances Pranab Mukherjee a déclaré, lors de la troisième Conférence indo-africaine sur les hydrocarbures qui s'est tenue à New Delhi (Inde) au début du mois de décembre 2011, que "*l'Afrique jouera dans les prochaines années un rôle majeur pour répondre à la demande croissante de pétrole brut et de gaz en Inde*". Cf. http://www.chine-informations.com/actualite/asiе/photos-eclipse-lunaire-observee-aux-etats-unis_8684.html.

¹⁴ Anirudh Menon, *Ibid.*

¹⁵ A l'issue de ce Forum l'Inde avait alors promis un doublement de ses prêts consentis à l'Afrique, jusqu'à 5,4 milliards de dollars US sur cinq ans et avait levé ses barrières douanières sur un certain nombre d'exportations africaines, notamment des matières premières.

¹⁶ Lors de cette deuxième édition, il a été décidé d'institutionnaliser ce rendez-vous, le prochain devant à cet effet se tenir en 2014 en Inde.

¹⁷ Déclaration du deuxième Sommet du Forum Afrique-Inde 2011 d'Addis Abeba, 25 mai 2011.

¹⁸ "L'Inde accorde aux Comores un prêt pour l'électrification de la Grande-Comores", *PANA*, 2 mai



même ordre d'idées, il a été annoncé en **août 2011** que l'Inde accordait un prêt de 70 millions de dollars à la République du Congo afin de financer les travaux de réhabilitation du réseau électrique dans les deux principales villes du pays, Brazzaville et Pointe-Noire. La signature d'accords de partenariat, notamment dans le domaine du commerce, a également été évoquée¹⁹.

La coopération entre les deux partenaires s'inscrira, selon la Déclaration ayant sanctionné le deuxième Sommet du Forum Afrique-Inde, dans le "*partage de stratégies pour un développement durable, la lutte contre la pauvreté, les soins de santé, l'éducation universelle et [dans] le partage de technologies appropriées*".

L'Inde s'est particulièrement engagée "*à contribuer substantiellement au renforcement des capacités africaines à travers des institutions d'appui à l'éducation et de renforcement des capacités, de promotion de la valeur ajoutée et de transformation des matières premières*".

Au registre des annonces, l'Inde s'est engagé à offrir des lignes de crédits s'élevant à 5 milliards de dollars destinés à accroître la présence d'entreprises indiennes²⁰ sur le continent africain.

Le deuxième Sommet du Forum Afrique-Inde avait été précédé le **21 mai 2011** à Addis Abeba (Ethiopie) d'une rencontre des Ministres du

Commerce des pays africains avec leur homologue indien. Il a notamment été décidé de mettre sur pied un Conseil des Affaires Afrique-Inde ainsi que la tenue d'un Dialogue annuel des Ministres du Commerce Afrique-Inde.

L'une des spécificités de l'approche indienne dans son partenariat avec l'Afrique réside dans le renforcement des liens avec l'Union africaine (UA) et les Communautés Régionales Economiques. Elle s'est ainsi illustrée en 2011 par les discussions, dont a fait état le Ministre indien du Commerce, Anand Sharma, le **9 août 2011**, qui ont eu lieu avec l'Union Douanière d'Afrique Australe (*Southern African Customs Union –SACU*) dans le but de conclure d'ici la fin de l'année 2011 un accord commercial préférentiel. Des discussions préliminaires visant à conclure des accords de libre échange devraient également, aux dires du Ministre Sharma, avoir lieu avec le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et la CEDEAO²¹.

C'est certainement dans cette optique que le **6 mai 2011** un protocole d'accord était signé à Abuja (Nigeria) entre la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), représenté par le Président de sa Commission, James Victor Gbeho, et l'Inde, représenté par son Haut Commissaire au Nigeria, Mahesh Sachdev. Ce protocole vise à "*renforcer la coopération multisectorielle dans neuf domaines clés identifiés*", à savoir la métallurgie, la mécanique, l'énergie, le textile, le cuir, les transports et les communications, l'électronique et la biotechnologie. Il prévoit précisément "*l'établissement et le renforcement de relations dans les secteurs bancaire, alimentaire et agricole, le bâtiment et la construction de routes, le transport ferroviaire*

2011.

<http://www.africanmanager.com/articles/133222.html>.

¹⁹ Messilah Nzoussi, "L'Inde accorde un prêt de 70 millions de dollars à la République du Congo", 22 août 2011. http://www.congo-site.com/L-Inde-accorde-un-pret-de-70-millions-de-dollars-a-la-Republique-du-Congo_a10155.html.

²⁰ "India wants trade deals with Africa", *Reuters*, 10 August 2011. <http://www.africaninvestor.com/article.asp?id=9213>.

²¹ "India wants trade deals with Africa", *Reuters*, 10 August 2011. <http://www.africaninvestor.com/article.asp?id=9213>.



et les autres moyens de communication"²². Cet accord reste encore à être opérationnalisé et mis en œuvre; ce qui laisse envisager de nombreuses perspectives pour l'avenir.

Pour l'avenir de ce partenariat les pays africains gagneraient à tirer profit de l'expertise et de l'expérience indienne dans les secteurs agricole, pharmaceutique et des télécommunications. Le transfert de connaissances, par le biais du renforcement des capacités africaines, tel qu'annoncé, sera également bénéfique au continent.

AFRIQUE-BRESIL

Le Brésil qui vient d'accéder au rang de sixième puissance économique mondiale a, depuis la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva (2003–2010), placé le rapprochement et le renforcement des relations avec l'Afrique²³ au rang des priorités de sa nouvelle politique extérieure.

Outre un grand nombre de visites d'officiels brésiliens en Afrique et africains au Brésil et l'accroissement du nombre de postes diplomatiques brésiliens sur le continent, cette nouvelle orientation s'est illustrée entre 2000 et 2010, par un accroissement des échanges commerciaux entre le Brésil et l'Afrique de 4

milliards de dollars US à 20 milliards de dollars US²⁴.

Au cours de l'année 2011, notamment en **août 2011** un accord de financement de près de **3 millions de dollars US** a été signé entre l'Agence brésilienne de coopération (ABC) et le Cap Vert pour des projets dans les domaines de l'environnement, de l'habitat, de l'aménagement du territoire, le patrimoine culturel, l'aviation civile et les télécommunications²⁵. Au cours du même mois, dans le cadre de la 3^{ème} session de la grande commission mixte RDC-Brésil, ce sont cinq protocoles d'accords de coopération qui étaient signés; portant notamment sur le renforcement des capacités de l'*Office Congolais de Contrôle (OCC)* dans le domaine de la normalisation et sur le soutien à la culture du café au Kivu. Il a également été décidé que des techniciens congolais seraient formés à la production de biocarburants à partir de la canne de sucre et de l'huile de palme. Au total ce sont dans des domaines aussi divers que la coopération en matière technique, économique, des investissements, énergétique, d'éducation, de culture, d'humanitaire, de santé, électoral, de transport aérien, maritime et de tourisme que les discussions ont eu lieu et qu'une possible coopération entre les deux pays devrait se mettre en place.²⁶

²² "Signature entre la CEDEAO et l'Inde d'un accord de coopération multisectoriel", *PANA*, 9 mai 2011. <http://www.africanmanager.com/articles/133323.html>.

²³ Pour un aperçu du volume et de la tendance des échanges de biens entre le Brésil et les pays africains et de la nature des investissements brésiliens en Afrique voir "Brazil's Economic Engagement with Africa", The African Development Bank *Africa Economic Brief*, Volume 2, Issue 5, 11 May 2011, prepared by Habiba Ben Barka, Senior Planning Economist (SAEC), under the supervision of Kupukile Mlambo, Advisor & Lead Economist (ECON).

²⁴ The World Bank and Institute of Applied Economic Research (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA). *Bridging the Atlantic. Brazil and Sub-Saharan Africa: South-South Partnering for Growth*, 2011, p. 5.

²⁵ PANA, "L'Agence brésilienne de coopération va financer des projets au Cap-Vert", 3 août 2011. <http://www.panapress.com/L-Agence-brasilienne-de-cooperation-va-financer-des-projets-au-Cap-Vert---13-787749-18-lang2-index.html>.

²⁶ ACP, "Signature d'un accord entre le Brésil et la RDC pour la production des biocarburants", 6 septembre 2011. <http://www.digitalcongo.net/article/78138>; Marcel Lutete, "Le Brésil et la RDC peuvent aider à la solution des problèmes qui préoccupent tant le monde", indique le ministre R. Tshibanda", *Le Potentiel*, 7 septembre 2011. <http://www.digitalcongo.net/article/78172>.



La nouvelle Présidente brésilienne, Dilma Rousseff²⁷, a, en marge de sa participation au 5^{ème} Forum de Dialogue entre l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (IBSA) qui se tenait en Afrique du Sud le 18 octobre, effectué du **17 au 20 octobre 2011** sa première tournée sur le continent. Cette tournée l'a conduit dans certains des partenaires traditionnels du Brésil sur le continent, à savoir au Mozambique et en Angola. Cette mini-tournée a permis à la dirigeante brésilienne de renouveler l'intérêt de son pays pour l'Afrique et pour le renforcement des liens avec elle. Il sera à ce titre intéressant d'observer si la nouvelle dirigeante brésilienne sera en tout point l'héritière du Président Lula et accordera personnellement la même importance à l'Afrique dans sa politique extérieure.

Au cours de l'année 2011 toujours, la 4^{ème} réunion ministérielle de l'*Africa-South America Initiative (ASA)*, initiative conçue en 2005²⁸ par les Présidents Lula et Olusegun Obasanjo, s'est tenue à Malabo (Guinée Equatoriale) du **24 au 25 novembre** en prélude du 3^{ème} Sommet Afrique-Amérique du Sud qui se tiendra dans la même ville en **mai 2012**²⁹. Cette réunion a notamment permis aux responsables ministériels et experts africains et sud-américains d'aborder un certain nombre de mesures visant à institutionnaliser le partenariat ainsi établi et à définir des projets concrets à mettre en œuvre conformément au plan 2010-2015, afin de lui donner une consistance au-delà des rencontres diplomatiques.

La coopération avec le Brésil, particulièrement dans le domaine de l'agriculture (entre autres

domaines), compte tenu notamment des réussites agricoles de ce pays et des enjeux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nécessité d'accroître la productivité agricole en Afrique porte en elle un certain nombre d'opportunités à clairement identifier et à mettre en œuvre côté africain.

AFRIQUE-COREE

Les relations entre la Corée et l'Afrique³⁰ ont connu la même trajectoire que celles des pays émergents dont il a déjà été question jusqu'à présent, avec une intensification des liens économiques et commerciaux au cours de la dernière décennie. Comme pour les autres pays émergents, c'est entre autres le dynamisme économique sur le continent qui semble attirer la Corée qui espère tirer profit des nombreuses opportunités, notamment en termes d'investissement dans la construction d'infrastructures, dans l'exploitation de ressources naturelles et dans l'exportation de produits manufacturés.

³⁰ Pour avoir un aperçu de l'historique, de l'évolution et de la nature de ces relations voir: Interview of Gabriel Jonsson "Global Insider: South Korea-Africa Relations", *World Politics Review*, 7 July 2011. <http://www.worldpoliticsreview.com/trend-lines/9400/global-insider-south-korea-africa-relations>; Sarah K. Yun. "The Korean Approach in Africa: Unique or Ordinary?", 18 October 2011. <http://blog.keia.org/2011/10/the-korean-approach-in-africa-unique-or-ordinary/>; Casper Hendrik Claassen. "Korea-Africa aid and investment: Fostering an agricultural revolution (Part I)", *Consultancy Africa Intelligence*, 16 May 2011. http://www.consultancyafrica.com/index.php?option=com_content&view=article&id=762:korea-africa-aid-and-investment-fostering-an-agricultural-revolution-part-i&catid=90:optimistic-africa&Itemid=295; Casper Hendrik Claassen. "South Korea in Africa: Understanding South Korea's interest in Africa (Part II)", *Consultancy Africa Intelligence*, 18 July 2011. http://www.consultancyafrica.com/index.php?option=com_content&view=article&id=801:south-korea-in-africa-understanding-south-koreas-interest-in-africa-part-ii&catid=90:optimistic-africa&Itemid=295.

²⁷ Arrivée effectivement au pouvoir le 1^{er} janvier 2011.

²⁸ Elle devait initialement se présenter comme un cadre de dialogue entre le Brésil et l'Afrique, mais a été élargie à toute l'Amérique du Sud selon les souhaits du Président Lula.

²⁹ Un Forum sur le commerce, l'investissement et le tourisme devrait se tenir en marge de ce Sommet, de même qu'un évènement culturel.



L'Afrique bénéficie, aux dires du Directeur régional pour l'Afrique de l'Agence Coréenne de promotion du commerce et des investissements (*Korea Trade- Investment Promotion Agency -KOTRA*), Byung-Sam Kim, d'un changement positif de perception et de son image, suscitant de plus en plus l'intérêt d'entreprises et d'hommes d'affaires, se traduisant par leur volonté d'accroître leurs relations d'affaires avec le continent³¹, "*dernier océan bleu*" du monde resté inexploité³². C'est à ce titre qu'au cours de l'année 2011 la KOTRA a installé des centres d'affaires coréens en Ethiopie, au Ghana et au Cameroun, portant à sept le nombre des dites implantations présentes sur le continent³³.

Les entreprises coréennes sont encouragées par leur gouvernement à investir en Afrique. C'est notamment l'un des objectifs qu'avait la tournée africaine du Président coréen, Lee Myung Bak³⁴, qui la conduit pendant neuf jours au début du mois de **juillet 2011**, tour à tour en Afrique du Sud, en République Démocratique du Congo (RDC) et en Ethiopie.

En République Démocratique du Congo (RDC) où, du **7 au 8 juillet 2011**, le Président Lee Myung Bak³⁵ était à la tête d'une délégation composée de représentants d'entreprises, parmi lesquelles Samsung C&T Corp., Pohang Iron and Steel Co. et la Korea National Oil Corp,

sept accords de coopération³⁶ ont été signés entre les deux pays, notamment dans l'exploitation du cuivre, du cobalt et dans l'exploration pétrolière³⁷.

La tenue du **4 au 6 juillet 2011** à Johannesburg (Afrique du Sud) de la *Korean Expo 2011 Africa*, première foire économique coréenne en Afrique, a également représenté une opportunité pour les milieux économiques d'Afrique (particulièrement ceux d'Afrique du Sud) et de Corée de se rencontrer et d'en apprendre plus sur les possibilités d'affaire avec la Corée. Il s'est en fait agit pour les entreprises coréennes présentes³⁸ de présenter leurs technologies et produits³⁹.

Le partenariat entre la Corée et l'Afrique s'est formellement mis en place par le biais de rendez-vous qui se sont progressivement institutionnalisés de sorte à mettre en œuvre une coopération mieux structurée, ainsi que le dialogue politique nécessaire à la définition et à l'exécution des initiatives et projets envisagés.

La *Korea-Africa Economic Cooperation Conference (KOAFEC)*⁴⁰, conjointement mis en

³¹ Mariaan Webb. "South Korea keen to boost business relations with Africa", 13 June 2011. <http://www.polity.org.za/article/south-korea-keen-to-boost-business-relations-with-africa-2011-06-13>.

³² "Korean companies stepping up advances into Africa", *The Dong-A Ilbo*, 6 July 2011, <http://english.donga.com/srv/service.php3?bicode=020000&biid=2011070639998>.

³³ Ibid.

³⁴ La première visite en Afrique sub-saharienne d'un Président coréen, depuis celle effectuée en 1982 par l'ancien Président Chun Doo-hwan.

³⁵ Visite qui faisait suite à celle effectuée en Corée, au mois de mars 2011, par le Président congolais, Joseph Kabila.

³⁶ La plupart étant des protocoles d'accord devant encore faire l'objet d'accords et de plans d'action plus concrets; pour certains des études de faisabilité et des détails techniques restent encore à peaufiner. Certains projets demanderont ainsi un certain temps avant de se concrétiser ou d'être totalement opérationnels.

³⁷ Michael J. Kavanagh. "Posco, Samsung, Among Korean Companies to Sign Congo Deals", *Bloomberg*, 8 July 2011. <http://www.bloomberg.com/news/2011-07-08/posco-samsung-among-korean-companies-to-sign-congo-deals-1-.html>.

³⁸ Plus de 80 entreprises actives dans l'électricité, les technologies de l'information, les énergies renouvelables, la machinerie, l'architecture, les biens de consommation et pharmaceutiques. Cf. Mariaan Webb. "South Korea keen to boost business relations with Africa", 13 June 2011. <http://www.polity.org.za/article/south-korea-keen-to-boost-business-relations-with-africa-2011-06-13>.

³⁹ Mariaan Webb. Ibid.

⁴⁰ La KOAFEC était sensée tenir au courant de l'année 2011 sa réunion annuelle consultative afin notamment de procéder à un état des lieux de la mise en oeuvre du Plan



place en 2006 par le gouvernement coréen, la Banque africaine de développement (BAD) et la *Korea Eximbank* afin de renforcer la coopération économique entre la Corée et l'Afrique, se présente ainsi comme le cadre de référence de ce partenariat. La KOAFEC est guidée par son Plan d'action 2011-2012⁴¹ qui se présente comme une feuille de route ayant pour but de "maximiser les synergies entre l'Afrique et la Corée"⁴². La mise en œuvre de ce plan se fait par le biais d'un Fonds, le *KOAFEC Trust Fund*, spécialement constitué par le gouvernement coréen et géré par la BAD; il a été doté d'environ 11 millions de dollars US.

Pour la période 2011-2012, la KOAFEC a défini six domaines prioritaires dans lesquels une assistance technique et un partage de connaissances et d'expériences seront mis en œuvre⁴³:

- **Infrastructure et Développement durable des ressources naturelles.** Dans ce domaine il est question de doter les pays africains de compétences, d'infrastructures et d'installations industrielles leur permettant de mieux exploiter leurs ressources naturelles en en accroissant la valeur ajoutée;

d'action 2011-2012. Nous n'avons pas pu trouver d'information faisant état de sa tenue effective ou non.

⁴¹ Plan établi sur la base de la "Déclaration Conjointe de la KOAFEC 2010" adoptée par la Conférence Ministérielle du cadre KOAFEC qui s'est tenue en 2010, conférence à l'issue de laquelle la Corée avait annoncé son intention de porter son aide à l'Afrique à environ 1 milliards de dollars US. Cf. J.H. Kim, "Korea to share experience with Africa", *The Korea Herald*, 15 September 2010, <http://www.koreaherald.com>, cité dans Casper Hendrik Claassen. "Korea-Africa aid and investment: Fostering an agricultural revolution (Part I)", *Consultancy Africa Intelligence*, 16 May 2011. http://www.consultancyafrica.com/index.php?option=com_content&view=article&id=762:korea-africa-aid-and-investment-fostering-an-agricultural-revolution-part-i&catid=90:optimistic-africa&Itemid=295.

⁴² Cf. <http://www.koafec.org>.

⁴³ Ibid.

- **Développement des ressources humaines pour la croissance économique.** Devant passer par une assistance au pays africains dans la conception de stratégie de développement des ressources humaines, à travers notamment un programme intitulé "Next African Leader Program";
- **Coopération dans le domaine des technologies de l'information.** Il est question dans ce domaine de contribuer à la mise en place de plans de développement des infrastructures de technologies de l'information et de la communication et de systèmes nationaux d'information;
- **Partage des expériences en matière d'expérience de développement.** Visant à partager avec les pays africains l'expérience et le savoir-faire coréens dans des domaines aussi divers que les politiques de développement économique, la diversification industrielle, le développement des ressources humaines, le développement rural, la promotion des petites et moyennes entreprises et les politiques de promotion des exportations;
- **Développement agricole et rurale.** Dans ce domaine l'assistance coréenne aura pour but d'accroître la productivité de l'agriculture africaine;
- **Partenariat pour une croissance verte.** Les actions dans ce domaine auront pour objectif de promouvoir et de mettre en œuvre une croissance économique faible en émission de carbone.

A ce jour un certain nombre de projets et d'actions concrètes ont déjà été mis en œuvre dans les différents domaines. Citons par exemple, en matière d'**infrastructure et Développement durable des ressources naturelles**, des projets en Mauritanie et au Togo de l'ordre de 900.000 dollars US; dans le domaine des **technologies de l'information**, le



soutien au développement d'une stratégie nationale, en Côte d'Ivoire, d'informatisation et d'un Plan d'action, ayant bénéficié d'un financement de 300.000 dollars US et un programme de formation conjoint avec la BAD sur les politiques en matière de technologies de l'information soutenu à hauteur de 500.000 dollars US; en matière de **développement des ressources humaines**, la contribution à la mise en place d'une stratégie de développement des ressources humaines en Algérie, au Kenya et au Zimbabwe par le partage de l'expérience coréenne financé à hauteur de 400.000 dollars US; en matière de **partage d'expériences**, la conférence sur la mobilisation des ressources internes qui s'est tenue au Cap (Afrique du Sud) du **4 au 7 avril 2011**⁴⁴ qui a bénéficié d'un financement de 600.000 dollars US, l'invitation de responsables africains (du Ghana, de la Namibie, du Congo, du Kenya et de la Tanzanie) à un programme de formation en politique pour les petites et moyennes entreprises d'un montant de 500.000 dollars US et le programme de recherche sur "Vision pour le développement de l'Afrique" mené par la BAD sur un financement d'un million de dollars US; en matière **agricole**, le programme de formation en technique d'aquaculture d'un montant de 200.000 dollars US en Namibie; dans le domaine de la **croissance verte**, le soutien à la conception d'une "Stratégie de croissance verte" au Rwanda qui a bénéficié

⁴⁴ Conjointement organisée par le gouvernement coréen, la Banque de Corée pour l'Exportation et l'Importation, la BAD et le Forum africain des Administrations fiscales (*African Tax Administration Forum -ATAF*), elle avait pour objectif de faire bénéficier des responsables africains de l'expérience coréenne en matière de mobilisation des ressources internes de sorte à leur permettre d'accroître les recettes publiques qui viendraient répondre aux besoins de leurs pays en matière de développement. Cf. KOAFEC. "KOAFEC Joint ATAF – Korea Conference on Domestic Resource Mobilisation (April 4 - 7, 2011, Cape Town, South Africa)", 7 April 2011. http://www.koafec.org/en/whatsnew/new_view.jsp?idx_n o=37&menu=WN01.

d'un financement de 500.000 dollars US ou encore le développement d'une carte des ressources climatique en Ethiopie et au Kenya qui ont bénéficié d'un soutien financier de 200.000 dollars US⁴⁵.

De nombreux autres projets dans ces domaines devraient encore être mis en œuvre au cours de l'année 2012, apportant une dimension plus concrète et visible au partenariat entre la Corée et l'Afrique; dimension qui manque dans d'autres partenariats.

AFRIQUE-TURQUIE

Les relations entre l'Afrique et la Turquie, particulièrement l'intensification de leurs liens économiques, commerciaux et culturels s'est poursuivie en 2011. Celle-ci relève au départ d'une volonté des autorités turques de s'ouvrir au continent ("*Open-up to Africa policy*"); volonté qui s'est transformée en changement de cap diplomatique opéré dès 2005, décrétée "*Année de l'Afrique*" en Turquie.

Cette nouvelle orientation avait culminé du **18 au 21 août 2008** avec la tenue à Istanbul (Turquie) du 1^{er} Sommet Afrique-Turquie; rencontre à l'issue de laquelle la Turquie et les pays africains s'étaient engagés à développer leurs liens politiques, diplomatiques, économiques, commerciaux et culturels, de même que leur coopération dans des secteurs aussi divers que l'éducation, les infrastructures, la santé, l'agriculture, la gestion des ressources en eau, l'agro-industrie, l'énergie et les transports.

Depuis cet évènement "fondateur" du partenariat stratégique turco-africain, les échanges commerciaux se sont

⁴⁵ Ibid.



significativement intensifiés. Ainsi, en 2011 les échanges commerciaux devraient atteindre 17 milliards de dollars US, contre 14 milliards de dollars en 2010, soit une hausse d'environ 20% en un an⁴⁶. Les principaux bénéficiaires étant les pays d'Afrique du Nord (Algérie, Egypte et Libye).

Cependant, cette coopération s'étend aussi à l'Afrique subsaharienne. En guise d'illustration, en 2011 le volume des échanges entre la Turquie et le Ghana devraient, selon un officiel de l'Ambassade turque dans le pays, s'élever à 400 millions de dollars US, en très nette hausse par rapport aux 175 millions de dollars de 2009 et aux 290 millions de dollars US de 2010⁴⁷. C'est la même tendance que l'on observe dans les échanges commerciaux entre la Turquie et l'Afrique du Sud⁴⁸ qui entre 2000 et 2010 ont connu une croissance plus que significative. En août 2011, un responsable nigérien annonçait que l'Agence turque de coopération et de développement s'était engagé à financer des investissements dans le pays à hauteur de 40 millions de dollars US⁴⁹.

Autre signe des liens croissants entre la Turquie et l'Afrique l'ouverture de nouvelles ambassades turques en Afrique. Leur nombre

devrait ainsi être porté à 33 en 2012, contre 12 seulement début 2009. Dans le sens inverse, 11 représentations diplomatiques de pays africains subsahariens devraient ouvrir en 2012 à Ankara, faisant passer leur nombre à 25⁵⁰.

Au cours de l'année 2011 les deux principaux responsables turques ont effectué des visites en Afrique. Ce fut notamment le cas du Président Abdullah Gül qui s'est rendu en Egypte le **3 mars** et au Ghana et au Gabon du **23 au 26 mars**. Au Gabon, il avait notamment participé à un Forum sur le commerce et l'investissement Turquie-Gabon. Au Ghana, il s'était entretenu avec des hommes d'affaires turcs et ghanéens; par ailleurs un accord de coopération dans le domaine de la santé et de la médecine avait été signé. Au cours de cette tournée africaine, le Président turc était accompagné de plus de 100 hommes d'affaires, hauts responsables et scientifiques. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, s'est quant à lui rendu en Afrique du Sud du **4 au 5 octobre 2011**. Au cours de ce voyage, le responsable turc a passé en revue, avec le Vice-Président sud-africain, Kgalema Motlanthe, les relations économiques entre les deux pays et la mise en œuvre des différents accords et programmes de coopération, avant de participer à un Forum d'affaires Afrique du Sud-Turquie⁵¹.

Ce voyage faisait suite à une tournée qui avait déjà conduit le Premier ministre turc en Egypte, en Tunisie et en Libye du **12 au 15 septembre**

⁴⁶ Discours du Ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoğlu, lors de l'ouverture de la Conférence Ministérielle de Revue du Partenariat Afrique-Turquie, Istanbul, 16 décembre 2001. <http://www.mfa.gov.tr/the-opening-of-the-africa-turkey-partnership-ministerial-review-conference-16-december-2011.en.mfa>.

⁴⁷ Ekow Quandzie, "Ghana-Turkey bilateral trade predicted to reach \$400m end of 2011", *Ghana Business News (GBN)*, December 21, 2011. <http://www.ghanabusinessnews.com/2011/12/21/ghana-turkey-bilateral-trade-predicted-to-reach-400m-end-of-2011/>.

⁴⁸ Qui ont signé en août 2011 un accord par lequel ils s'engagent à renoncer mutuellement aux exigences de visas et à augmenter leurs relations bilatérales.

⁴⁹ "Turkey approves \$40 million to finance investments in Niger", *Afrique Avenir*, 12 août 2011. <http://www.afriqueavenir.org/en/2011/08/12/turkey-approves-40-million-to-finance-investments-in-niger/>.

⁵⁰ Discours du Ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoğlu, lors de l'ouverture de la Conférence Ministérielle de Revue du Partenariat Afrique-Turquie, Istanbul, 16 décembre 2011. <http://www.mfa.gov.tr/the-opening-of-the-africa-turkey-partnership-ministerial-review-conference-16-december-2011.en.mfa>.

⁵¹ "Deputy President Kgalema Motlanthe to host the Prime Minister of Turkey, Tayyip Erdoğan", 3 October 2011. <http://www.info.gov.za/speech/DynamicAction?pageid=461&sid=22018&tid=44740>.



2011; tournée à forte connotation géopolitique s'inscrivant dans les ambitions de puissance du pays dans le Moyen-Orient et dans la volonté turque de continuer à conserver des liens économiques significatifs avec la "nouvelle" Libye. A ce titre, Ankara, dont les entreprises avaient des projets évalués à plus de quinze milliards de dollars US, a octroyé près de 300 millions de dollars US aux nouvelles autorités libyennes, sous forme de prêts et autres aides diverses⁵².

En matière de dialogue stratégique, la première Conférence ministérielle de révision du partenariat institué lors du 1^{er} Sommet Afrique-Turquie de 2008 s'est tenue à Istanbul (Turquie) le **16 décembre 2011**. Son objectif était d'évaluer les résultats obtenus dans la mise en œuvre du Plan d'action conjoint adopté en décembre 2010 à Istanbul et de manière générale le partenariat Turquie-Afrique depuis 2008; il a aussi été question de ce qui pourrait être fait pour renforcer les liens entre les deux parties. Une seconde réunion de responsables turcs et africains de haut niveau devrait se tenir au courant de l'année 2012. Il est également prévu d'ici septembre 2012 une réunion devant permettre d'évaluer la mise en œuvre effective de projets découlant du Plan d'action du partenariat. Au cours de cette Conférence, le Ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, a annoncé que son pays allait contribuer à hauteur de 1 million de dollars US au budget 2012-2013 de l'Union africaine (UA)⁵³.

AFRIQUE-FEDERATION DE RUSSIE

De toutes les puissances émergentes ou qualifiées de telles, la **Fédération de Russie** est celle qui semble significativement en retard au regard des liens stratégiques et des relations économiques et commerciales qui se renforcent de plus en plus avec l'Afrique. A titre d'illustration, en 2011 les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Russie ne devraient s'élever qu'à 2,7 milliards de dollars US⁵⁴. Hormis la tournée africaine entreprise par le Président russe Dmitri Medvedev en **mai 2009** en Egypte, au Nigeria, en Namibie et en Angola, sensée attestée de l'intérêt que représentait l'Afrique pour la Russie et donner un nouvel élan à leur relation, rien de significatif ne s'est produit depuis lors.

La Russie ne dispose pas de vision stratégique clairement formulée et articulée (au niveau étatique du moins) des relations qu'elle souhaiterait développer avec l'Afrique. Ses liens avec le continent s'inscrivent largement dans le cadre de relations bilatérales classiques; à ce titre, lorsqu'une coopération bilatérale économique et commerciale existe c'est principalement dans la prospection et l'exploitation de gisements d'hydrocarbures ou miniers, avec les pays qui regorgent de ces ressources naturelles comme c'est le cas par exemple avec l'Angola, le Congo ou la Namibie. A titre d'illustration, en **septembre 2011** le Congo et la Russie ont conclu un partenariat d'assistance dans les domaines pétrolier et gazier (prospection et production;

⁵² "Turk PM to visit Egypt, Tunisia, Libya next week", *Reuters*, September 7, 2011. <http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJQE7860NQ20110907>.

⁵³ Discours du Ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoğlu, lors de l'ouverture de la Conférence Ministérielle de Revue du Partenariat Afrique-Turquie, Istanbul, 16 décembre 2011. <http://www.mfa.gov.tr/the->

[opening-of-the-africa-turkey-partnership-ministerial-review-conference-16-december-2011_en.mfa](http://www.mfa.gov.tr/the-opening-of-the-africa-turkey-partnership-ministerial-review-conference-16-december-2011_en.mfa).

⁵⁴ "Russia seeks Africa trade ties", December 20, 2011. <http://www.nation.co.ke/News/world/Russia+seeks+Africa+trade+ties+/-/1068/1293162/-/g5h1i8z/-/index.html>.



construction et modernisation d'infrastructures; et transformation)⁵⁵.

Il y a également la coopération dans les domaines militaire, scientifique et des télécommunications; lesquels occupent une place non négligeable dans les relations entre la Russie et les pays africains.

De manière globale, les échanges entre les deux parties sont relativement faibles comme on la vu, surtout au regard des potentialités et opportunités économiques et commerciales. C'est ce qui a sans doute poussé la structure russe de gestion de fonds, *Russia's Renaissance Asset Managers*, le **2 décembre 2011** à appeler les investisseurs russes à s'intéresser à l'Afrique subsaharienne s'ils souhaitaient tirer profit de la croissance qui la caractérise. Et son responsable des investissements, Plamen Monovski, de faire la comparaison entre le marché africain actuel et la Chine en 1999; en déclarant que si les investisseurs russes ont raté les opportunités qui se présentaient alors à ce moment là en Chine, ils ne devraient pas faire pareil avec l'Afrique⁵⁶.

C'est dans ce contexte, mais sans forcément établir de rapport entre les deux faits, que s'est tenue le **16 décembre 2011** à Addis Abeba (Ethiopie), au siège de l'Union africaine (UA) un Forum d'affaires intitulé "*Russie-Afrique*"; Forum qui a été présenté par le Représentant spécial du Président russe pour la coopération avec l'Afrique, Mikhaïl Marguélov (nommé en mars 2011) comme "*le plus important forum d'affaires*" depuis la chute de l'URSS. Ce Forum a été conçu comme une opportunité

d'améliorer les liens commerciaux directs entre la Russie et l'Afrique, notamment en permettant à leurs hommes d'affaires de se rencontrer. Il a notamment vu la participation de représentants de grandes sociétés publiques et privées russes ainsi que de dirigeants africains. Parmi les hommes d'affaires russes présents on retrouvait représentés les domaines des hydrocarbures, des chemins de fer, du nucléaire, de la téléphonie mobile et de l'armement⁵⁷; ce qui en dit long sur les domaines qu'entend investir la Russie en Afrique. Le "*Monsieur Afrique*" russe, Mikhaïl Marguélov, a notamment évoqué la construction d'infrastructures, l'exploration gazière et pétrolière, le développement des réseaux ferroviaires et routiers africain et l'exploitation des minerais comme le vanadium, le chromium, le cobalt et l'uranium comme des domaines dans lesquels la Russie pouvait apporter sa contribution⁵⁸.

Une poignée de pays africains étaient présents au Forum: le Botswana, l'Ethiopie, la Ghana, le Mali, le Niger, le Soudan et le Zimbabwe⁵⁹; ce qui donne une portée quelque peu limitée à cet événement qui ne permet pas pour l'heure, sans en minimiser l'importance, de parler d'un renouveau significatif du partenariat entre l'Afrique et la Russie.

Ce Forum s'est également inscrit dans le cadre d'une tournée africaine que Mikhaïl Marguélov a entrepris du **8 au 18 décembre 2011**; tournée qui l'a conduit en Zambie, au Zimbabwe, en Angola, au Tchad et en Erythrée (ainsi qu'en

⁵⁵ "Le Congo et la Russie concluent un partenariat d'assistance dans le domaine pétrolier", *Xinhua*, 6 septembre 2011. <http://www.afriquinfos.com/articles/2011/9/6/brevesdafrique-186334.asp>.

⁵⁶ Charmian Kok. "Forget China, invest in Africa says Russia's Renaissance", *Reuters*, December 2, 2011. <http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJOE7B10442011202>.

⁵⁷ RIA Novosti. "Russie-Afrique: le plus important forum d'affaires depuis la chute de l'URSS", 6 décembre 2011. <http://fr.rian.ru/world/20111206/192308336.html>.

⁵⁸ Alexander Gabuev. "Russia in Africa: An Alternative To China's Investment Monopoly?", *Kommersant/Worldcrunch*, December 20, 2011. <http://www.worldcrunch.com/russia-africa-alternative-chinas-investment-monopoly/4335>.

⁵⁹ "Russia seeks Africa trade ties", December 20, 2011. <http://www.nation.co.ke/News/world/Russia+seeks+Africa+trade+ties+/-/1068/1293162/-/g5h1i8z/-/index.html>.



Ethiopie pour le Forum "Russie-Afrique"). Selon l'intéressé, le but de cette tournée était "d'évoquer avec les Chefs d'Etats les possibilités d'élargissement de la coopération politique et économique bilatérale et de contribuer au règlement des conflits menaçant la sécurité régionale"⁶⁰.

La Russie est consciente du retard qu'elle a pris dans le nouveau "scramble for Africa". Aux dires de Mikhaïl Marguélov, la Russie planifierait son retour en force en Afrique. Ce dernier, s'il devait avoir lieu, ne saurait faire l'économie d'une réelle volonté politique et diplomatique, exprimée au plus haut niveau du pays. Le Forum qui s'est tenu à la fin de l'année 2011 est présenté comme un "premier pas vers une nouvelle initiative majeure marquant le réinvestissement russe du continent". Toutefois, le fait que ce Forum se soit tenu à l'initiative du Premier ministre éthiopien⁶¹ illustre le fait qu'un partenariat stratégique vis-à-vis du continent ne semble pas encore pour bientôt. Cela étant, compte tenu de l'impossibilité d'embarquer réellement 54 pays dans une relation donnée, il n'est pas forcément négatif que ce partenariat commence par une poignée de pays disposant réellement d'opportunités à offrir; cela bien que cette approche, si elle se confirmait, fasse la part trop belle au côté entièrement intéressé d'un partenariat et mette de côté la nécessité pour les partenariats dont l'Afrique a besoin de la soutenir dans son combat contre la pauvreté et pour le développement.

⁶⁰ "Le représentant du président russe en tournée en Afrique", *RIA Novosti*, 8 décembre 2011. <http://fr.ria.ru/world/20111208/192344820.html>.

⁶¹ Alexander Gabuev. "Russia in Africa: An Alternative To China's Investment Monopoly?", *Kommersant/Worldcrunch*, December 20, 2011. <http://www.worldcrunch.com/russia-africa-alternative-chinas-investment-monopoly/4335>.

OBSERVATIONS & RECOMMANDATIONS

Arrivé au terme de cette rétrospective, il nous paraît nécessaire d'évoquer un certain nombre d'aspects qui, selon nous, de formuler quelques observations qui devraient permettre à ces partenariats d'être aussi bénéfiques que possible à l'Afrique. De prime abord, il paraît nécessaire que les pays africains, y compris avec leurs partenaires traditionnels, définissent par eux-mêmes leurs besoins et politiques de développement et qu'ils aient une vision stratégique de ce qu'ils entendent offrir et espèrent tirer de leurs relations avec les partenaires émergents⁶².

La diversification des partenaires leur offre en principe une marge de manœuvre plus grande pour renforcer leur position de négociation dans leurs relations avec le monde externe et pour tirer profit des bénéfices de la mondialisation et des nouveaux pôles de croissance qui brillent par leur dynamisme économique. A ce titre, il serait plus que souhaitable que l'établissement de partenariat stratégique ne découle pas que de la seule volonté des puissances émergentes⁶³; il serait tout autant envisageable que l'Afrique (que ce soit au niveau continent que de chaque

⁶² L'Union africaine a adopté une position commune sur le partenariat de l'Afrique avec les puissances émergentes. Cette dernière a identifié un certain nombre de priorités devant présider à la négociation et à la mise en œuvre de ce partenariat: l'industrialisation, le développement des infrastructures, le développement agricole, la mise en valeur du capital humain, l'accès aux marchés et la mise en place d'un secteur des services moderne. Cf. Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, "La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents: options pour le développement de l'Afrique", Nations Unies, New York, 2010, p. 93.

⁶³ Cette réalité se traduit également par le fait que les liens ne sont plus poussés qu'avec certains pays, les mêmes en général, ceux qui sont riches en ressources naturelles ou qui bénéficie d'un poids économique certain: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Libye, Nigeria, etc.



pays pris individuellement) définisse, dans la mesure du possible, des stratégies visant à tirer profit et à maximiser les opportunités émergentes de la nouvelle structure de l'économie mondiale, dans laquelle des pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie, ainsi que de nombreux pays du Golfe (Emirats Arabes Unis et Arabie Saoudite notamment), d'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Singapour, Malaisie, Indonésie) ou même d'Amérique du Sud comme l'Argentine, jouent un rôle de plus en plus croissant. Bien entendu tout est question ici de capacité de négociation face à des pays qui sont tout de même des puissances, non seulement économiques, mais aussi politiques et diplomatiques. Ce qui nécessairement place les pays africains dans des situations qui réduisent leur capacité de manœuvre. Il faut toutefois rappeler que le continent dispose de potentialités que recherchent les pays émergents, ce qui les met également en position d'essayer de tirer le meilleur des partenariats s'établissant.

Dans le cadre de l'établissement des termes des partenariats stratégiques avec les pays émergents, il pourrait être envisagé de donner mandat de négociation à certains pays pour le faire au nom de tous les autres, surtout dans le cadre des discussions impliquant le continent dans son ensemble. L'Union africaine ou encore les organisations sous-régionales pourraient également être considérées pour jouer ce rôle. Cela aura pour avantage, bien qu'au final les actions concrètes se mettent en œuvre sur une base bilatérale, que dans leur dialogue avec chacun de ces partenaires émergents, les pays africains coordonnent mieux leurs positions et maximisent ainsi les potentiels gains.

Bien qu'avec certains partenaires émergents les considérations politiques de démocratisation, de respect des droits humains, de bonne gouvernance et de transparence ne soient pas ouvertement érigées en conditions, il est

impératif pour les pays africains de conserver ces objectifs et standards, non comme une réponse à des desiderata imposés de l'extérieur, mais comme des principes et règles susceptibles de contribuer à la mise sur place d'environnements réglementaires, politiques et économiques propices à une croissance et à un développement durables.

Dans la quête de liens toujours plus renforcés avec les pays émergents, tout comme avec leurs partenaires traditionnels, les pays africains devraient accorder une attention particulière aux risques liés à des relations qui pourraient générer *de facto* une sorte de dépendance économique et commerciale (et qui dit dépendance dans ces domaines dit forcément dépendance politique également) et les affecteraient par conséquent négativement lorsque l'activité économique de ces pays viendrait à être ralentie pour des raisons systémiques ou conjoncturelles. Il faudrait à ce titre souligner le fait que les relations entre l'Afrique et ses partenaires émergents créent aussi bien des opportunités que des défis dont il est nécessaire d'avoir conscience. Cela nous permet de renouveler une fois de plus la nécessité pour l'Afrique d'accroître l'intégration de ses économies et d'intensifier les échanges commerciaux intra-régionaux et entre les différentes régions du continent; ce qui réduirait de manière significative son impact à certains chocs externes. En évoquant la question de l'intégration régionale en Afrique, il nous semble important de signaler que pour être véritablement bénéfique pour l'Afrique, ses partenariats avec les émergents devraient également avoir à l'esprit et pour but d'aider le continent à mieux intégrer ses différentes économies; cela sera mutuellement bénéfique non seulement pour le continent, mais également pour ses partenaires, compte tenu de



l'effet multiplicateur que cela aura sur le dynamisme des différentes économies.

La tendance à l'intensification des relations économiques et commerciales⁶⁴ entre l'Afrique et les pays émergents à laquelle on assiste se renforcera dans les années à venir. Il semble s'agir d'une tendance lourde. Elle sera toutefois sujette aux soubresauts et aléas de l'économie mondiale, comme avec la crise actuelle des dettes et des déficits publics dans la zone euro et ses répercussions sur l'économie réelle; répercussions qui s'étendent aussi aux pays émergents (dont l'Europe est pour certains d'entre eux le principal partenaire commercial); impact qui est susceptible de s'étendre à son tour à leurs relations avec les pays africains. Ainsi, avec un quelconque ralentissement de l'activité industrielle en Chine (comme celui qui a été observé il y a quelques mois, avant la reprise de la fin 2011) sa demande en hydrocarbure ou en produits miniers, provenant en partie d'Afrique, pourrait en être affectée.

Aussi, la situation dans les pays africains, particulièrement l'instabilité politique, au même titre que les perspectives économiques, représentent également une donnée importante à surveiller dans l'évolution des relations entre les deux partenaires. En guise d'illustration, les échanges avec la Libye, qui est notamment un des principaux partenaires en Afrique (de moindre importance toutefois que des pays comme l'Algérie, le Nigeria et l'Afrique du Sud) du Brésil et de la Turquie, auront nécessairement pâti de la guerre civile qui a

secoué le pays; ce qui aura nécessairement un impact négatif sur son économie ainsi que sur ses perspectives économiques.

Enfin, s'il y a une chose qui caractérise l'"arrivée" (ou le retour en force) des "nouveaux" partenaires de l'Afrique, c'est le relatif manque de connaissance que certains d'entre eux ont du continent, de ses réalités et de toutes ses opportunités. C'est là un domaine où l'Union africaine, les Communautés Economiques Régionales (CER) ou même les pays africains eux-mêmes devraient jouer un rôle accru en développant des services d'information et de promotion des opportunités d'affaires, d'investissements ou encore de tourisme en direction d'hommes d'affaires et des populations de ces régions. Cela leur permettra ainsi d'aller au-delà de l'image de l'Afrique, riche en ressources naturelles, de présenter d'autres potentialités méconnues et de mettre en avant tout ce que chaque pays aurait de meilleur à offrir et à "vendre"; cela devrait pousser les pays africains à adopter une attitude plus proactive et à ne pas être les spectateurs de leur propre destin.

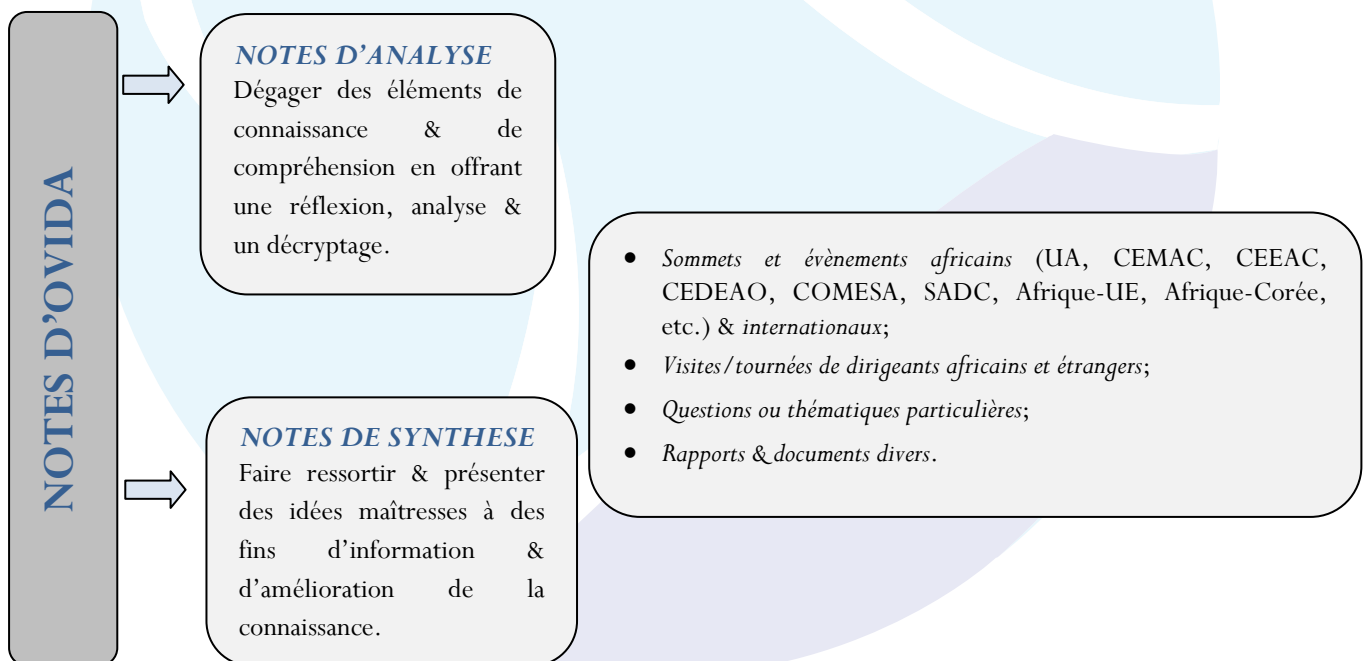
⁶⁴ A côté de ces considérations économiques et commerciales sur lesquels nous nous sommes volontairement limités, il faudrait également préciser que les liens croissant entre l'Afrique et certains pays émergents sont également mus par des considérations géopolitiques et diplomatiques, notamment, la recherche du soutien de l'Afrique par l'Inde ou le Brésil dans leur quête d'un siège permanent au Conseil de sécurité dans l'optique de sa réforme.



A PROPOS DES NOTES D'OVIDA

Les “Notes d'OVIDA” s'inscrivent dans volonté et l'objectif de l'*Observatoire* de promouvoir, rassembler et développer une expertise dans l'étude et l'analyse de certains des enjeux s'articulant autour des questions de: Paix, Défense et Sécurité; Economie et Commerce; Droits de l'Homme; et Environnement. Ces Notes portent également sur certains des aspects relatifs aux canaux de la pratique diplomatique: bilatéralisme, régionalisme et multilatéralisme.

Les contributions qui en résultent devront notamment permettre de dégager des éléments de connaissance et de compréhension en offrant une réflexion, analyse et un décryptage sur des thématiques ou sur des événements et en faisant ressortir des idées maîtresses à des fins d'information et d'amélioration de la connaissance.



Edition: William Assanvo

Pour tous vos commentaires et suggestions, bien vouloir écrire à info@ovida-afrido.org